Le Touquet (62) : le maire va interdire le burkini pour “lutter contre le prosélytisme religieux” (MàJ : 7 communes ont pris des arrêtés)

17/08/2016 à 10h05



17/08/2016

16/08/2016

En pleine polémique sur le burkini, plusieurs mairies côtières de France, de Corse jusqu’au Pas-de-Calais, ont pris des arrêtés pour interdire ce type de tenue de plage couvrant le corps et la tête des femmes.

C’est notamment le cas de la ville d’Oye-Plage, près de Calais, où le maire, Oliver Majewicz, a rédigé ce mardi un arrêté municipal interdisant le port du burkini sur les 500 mètres de plages surveillées de sa commune. «Je trouve que

nous avons trop cédé sur l'espace de la laïcité», explique le maire socialiste de cette ville des Hauts-de-France, interrogé par Le Figaro.

Il s'agit de la septième commune à se doter d'une telle législation en France, après Cannes, Mandelieu-la-Napoule – qui avait pris un arrêté similaire en 2013 -, Villeneuve-Loubet, Sisco, Le Touquet, et Leucate, dans l'Aude. En ce qui concerne cette dernière, le maire Les Républicains Michel Py le justifie ce mardi soir dans le Midi Libre en arguant: «*Nous avons constaté sur nos plages une augmentation du phénomène qui peut amener à créer certaines tensions. On m'a rapporté des faits.*»

Le Figaro

Le député-maire LR du Touquet (Pas-de-Calais), Daniel Fasquelle, va prendre à son tour un arrêté interdisant le burkini sur les plages de sa commune y voyant une façon de "*de lutter contre le prosélytisme religieux*", a-t-il annoncé à l'AFP. L'arrêté doit être pris dans la semaine.

" *Il n'y a pas de burkini pour le moment au Touquet, mais je ne veux pas que mes services soient pris au dépourvu si jamais nous étions touchés par ce phénomène*", a déclaré le maire de cette cité balnéaire huppée, confirmant une information du quotidien Aujourd'hui en France.

> *"Je vais envoyer un message à tous ceux qui seraient tentés de venir au Touquet avec ce type de tenue vestimentaire pour leur dire qu'ils ne seront pas bien reçus".*

“ *Il faut lutter avec détermination et fermeté contre le prosélytisme religieux. Les élus de la République doivent être fermes concernant certains comportements qui sont en contradiction avec nos valeurs et nos principes*“, a poursuivi le député du Pas-de-Calais. […]

Le Figaro